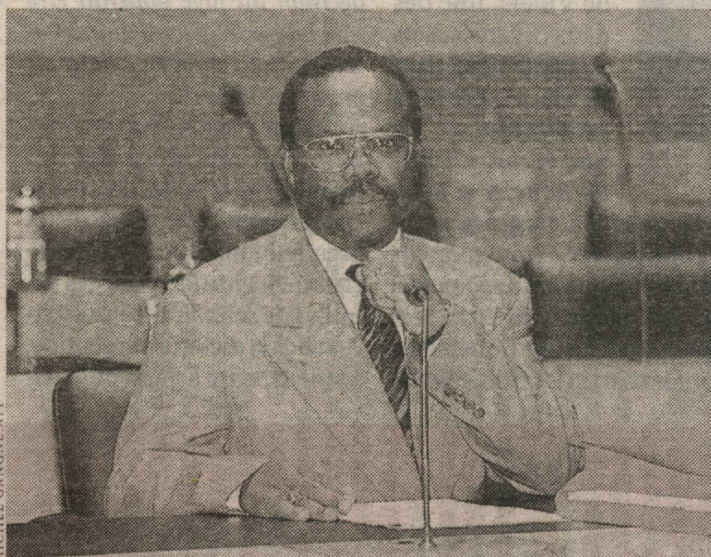


«Les armes étaient utilisées sur autorisation de Paris»

L'ancien ministre rwandais de la Défense auditionné hier.

L'ancien ministre de la Défense du Rwanda (1992-93), James Gasana, a révélé hier combien l'armée française a pu être impliquée dans les combats entre les forces du président Habyarimana et les «rebels» tutsis du FPR, de 1990 à 1993. Auditionné par les députés de la Mission d'information sur le Rwanda, cet ancien responsable hutu a expliqué que les «armes d'appui (obusiers de 105 mm, ndlr) étaient utilisées sur autorisation de la France». «L'un des moyens de contrôle sur l'armée rwandaise était «la gestion de nos stocks» d'obus, a-t-il précisé. Seul «un stock minimal nous avait été donné» par la France et il «n'était pas suffisant» pour affronter le FPR «en cas de crise». «Nous nous adressions alors à l'ambassadeur ou à l'attaché militaire français. Les armes arrivaient relativement rapidement.» Leurs «conditions d'utilisation» étaient «rigoureusement contrôlées» par les Français, s'est souvenu James Gasana. Ce Hutu «modéré» a dû fuir son pays en juillet 1993 à la suite de menaces de mort proférées par des extrémistes de son propre camp. Il vit aujourd'hui en Suisse. La France «n'était pas l'un de nos principaux fournisseurs d'armement», a indiqué l'ancien ministre de la Défense. Les Forces armées rwandaises (FAR) étaient équipées d'armes légères achetées en



James Gasana, hier, à l'Assemblée. Il vit aujourd'hui en Suisse.

Afrique du Sud, en Egypte, en Chine, en Pologne, en Grèce et en Israël, car «les prix français étaient supérieurs à ceux de la concurrence». Toutefois, Paris a été «le plus grand fournisseur d'équipements spécialisés pour l'artillerie et l'aviation». C'est dans ces deux domaines – ain-

si que l'entraînement d'un bataillon parachutiste de reconnaissance – que les conseillers français du Détachement d'assistance militaire d'instruction (Dami) ont été les plus actifs. Toutefois, «la France nous a donné gratuitement des armes

Les miliciens hutus toujours actifs

Quarante personnes ont été tuées au Rwanda depuis dimanche lors de deux attaques attribuées à des miliciens hutus, chassés du pouvoir en 1994. Le camp de réfugiés tutsis de Kinihira (Gisenyi, nord-ouest), a été attaqué lundi par un millier de miliciens hutus. Cet assaut a fait 29 morts, en majorité des femmes et des enfants, et une vingtaine de blessés, selon l'Agence rwandaise d'information (privée). Selon les autorités locales, 11 personnes, dont 7 appartenant à une même famille, ont, par ailleurs, été abattues dans la nuit de dimanche à lundi, au cours d'une attaque attribuée à des miliciens hutus dans la préfecture de Gitarama (centre).

pour parer au plus pressé, quand il y avait des attaques surprises du FPR», a déclaré l'ancien ministre. Ces «apports d'urgence aux unités d'appui», selon la terminologie officielle, étaient fournis gracieusement par la France. Pour la seule année 1992, onze cessions gratuites de matériel militaire ont eu lieu, pour un coût total de quinze millions de francs.

En contrôlant l'artillerie rwandaise, la France entendait maintenir l'équilibre entre FAR et FPR, a expliqué Gasana. Les deux camps s'affrontaient dans le nord du pays tout en discutant d'un accord de partage du pouvoir à Arusha (Tanzanie). «Paris utilisait les commandes d'armement pour contraindre les parties (notamment Habyarimana, ndlr) à négocier», a-t-il expliqué. Ainsi, en mai-juin 1992, la France a refusé de livrer des obus à deux reprises, contraignant les FAR à abandonné une ligne de crête: «Nous n'avons pas eu l'autorisation de nous servir des canons de 105 mm que la France nous avait fournis.» Kigali a alors «accélééré la commande d'une batterie de 122 mm à l'Egypte» qui a envoyé ses propres instructeurs... qui ne parlaient qu'arabe. Ce sont finalement les artilleurs français qui ont formé leurs homologues rwandais ●

JEAN-DOMINIQUE MERCHET